



Le Rond-Point des sciences humaines

<http://www.rond-point.qc.ca>

INDÉPENDANCE DU QUÉBEC 236

PARTI QUÉBÉCOIS : LE DÉCLIN ! (2)

Le virus de la défection : responsabilité du Parti et de ses chefs. DEUXIÈME DE TROIS ARTICLES

Collaboration spéciale : Pierre Daviau (voir la notice biographique)

L'auteur de cet article habite Québec.

Il a travaillé pour le Parti québécois et aussi pour le Bloc durant plusieurs années.

Dans ce deuxième article, il constate que la doctrine de l'indépendance nationale au sein du Parti québécois est déficiente et constitue l'une des causes des défections à l'égard de ce parti.

Chronique du jeudi 19 janvier 2006

Source : <http://archives.vigile.net/ds-deshaies/docs6/236.html>

*« À l'image de ses chefs,
le Parti [québécois] erre de chef en chef,
d'une campagne électorale à l'autre
et d'un espoir de victoire référendaire à l'autre. »
(Pierre Daviau)*

Présentation

Dans son deuxième article, Pierre Daviau s'attaque à la cause principale du « virus de la défection » au sein du Parti québécois. Il remarque en premier lieu qu'un parti doit avoir UN chef, un général à sa tête, qui maintient le cap sur l'objectif et veille à la cohésion des efforts de ses troupes. Ainsi, peut-il protéger « son parti contre tous les dérapages et toutes les embardées qui surviennent ».

Mais il y a plus à faire encore pour cette formation politique. Celle-ci doit éviter les égarements idéologiques. À cet égard, l'auteur nous signale que sa première intention a consisté à « décrire la souveraineté-association comme un objectif de faible portée, une demi-mesure de souveraineté qui conservait intact le cordon ombilical avec le Canada ». En effet, les successeurs de René Lévesque se sont généralement comportés comme lui, sauf pendant le mandat du gouvernement de Jacques Parizeau. Toutefois, l'influence de Lucien Bouchard a pesé lourd dans la balance, au point que monsieur Parizeau « a plié en 1995 devant les injonctions du démagogue Lucien Bouchard si entiché de partenariat... » D'où cette conclusion très ferme de Pierre Daviau : « Cette déficience concerne leur

manie atavique de vouloir sauvegarder à tout prix le cordon ombilical *canadian* qui étouffe le Québec jusqu'à l'inanition depuis la Conquête et qui se perpétue dans la Confédération *canadian*. » Se libérer de ce cordon ombilical constitue le plus grand défi à relever par le mouvement indépendantiste.

Ceux-ci doivent cesser de demeurer des analystes politiques pour se transformer en combattants aguerris de la défense de l'optique indépendantiste. Sachant que toutes les autres issues conduisent à un cul-de-sac fédéraliste, ils doivent s'unir solidement et faire comprendre clairement cette vision de l'avenir du Québec. Les Québécois attendent ce jour avec impatience.

Il n'est plus question de retraiter comme le fait Gilles Duceppe, mais bel et bien d'assumer la propagation et la dissémination de l'idée indépendantiste. Ce n'est pas trente années de tergiversations qui pourront modifier cette donne. Le choix est clair. Il faut l'assumer avec détermination.

Bruno Deshaies

« Il ne faut pas craindre d'affirmer que l'élite d'une collectivité se doit de savoir l'entière vérité, l'exacte situation, sans ménagement, sans emphase, sans sous-entendu.

Si entretenir des illusions, taire des difficultés, escamoter des déficiences peuvent paraître faciliter l'action immédiate, à longue échéance la vérité même pénible se révélera plus profitable aux hommes d'action, pour élaborer la stratégie globale et organiser les forces de la collectivité.

*Devant une perte irréparable (ou non réparée), devant un obstacle insurmontable (ou non surmonté), être de bonne foi dans l'ignorance ou, ce qui est plus grave, **refuser de voir clair, c'est d'abord, par ignorance des facteurs, des pressions qui limitent et paralysent, se mettre dans l'impossibilité de comprendre d'une manière réaliste la situation actuelle.***

*[...] **C'est même risquer d'aggraver la situation et d'accroître les dangers de démission chez la masse, en préparant un dur et tardif réveil.***

[...] La connaissance du positif et du négatif, de l'actif et du passif demeure nécessaire à la compréhension de l'exacte réalité passée et actuelle ».

Maurice Séguin, *Les Normes*. (NOTE no 1. N.B. Les caractères gras sont de nous.)

RÔLE DES CHEFS DANS LA PROPAGATION DE L'IDÉE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Telle l'armée qui ne se conçoit pas sans un général à sa tête, un parti politique ne peut fonctionner sans la présence d'un chef qui exerce le commandement, guide vers l'objectif ultime et maintient le cap dans la tempête en tenant solidement la barre dans la direction choisie. Il protège aussi son parti contre tous les dérapages et toutes les embardées qui surviennent. Faute de constance, de détermination et de courage, il perd sa crédibilité au sein du parti et dans la population. Par conséquent, il perd des appuis à sa cause et sème le virus de la défection. Voyons donc ce que René Lévesque et ses cinq successeurs nous enseignent à cet égard. Ce bref survol est très révélateur.

RENÉ LÉVESQUE



Chef du Parti québécois du 14 octobre 1968 au 20 juin 1985.
Premier ministre du Québec du 25 novembre 1976 au 3 octobre 1985.

Le fondateur du Parti québécois a œuvré longtemps à l'avancement des Québécois et a été un personnage très important au moment de la Révolution tranquille. Il a aussi été l'un de ceux qui nous ont inculqué la fierté d'être Québécois. Je dis *l'un de ceux* parce qu'il n'a pas été le seul. Je pense aux chansonniers et à Bourgault, entre autres. Il est admiré et même adulé par de nombreux citoyens et certains lui vouent un culte qui va jusqu'à la vénération. Félix Leclerc l'a même considéré comme un libérateur du peuple, ce qu'il est loin d'avoir été, complexé et timoré comme il l'était. Par ailleurs, dès la fondation du Parti québécois, lors du choix du nom qu'il n'a accepté qu'à contrecœur, il a démontré qu'il préférerait l'ambiguïté à la clarté, la voie sinueuse à la ligne droite.

Dans son livre « Option Québec » (NOTE no 2) sa prise de position prêtait déjà à confusion. Lévesque désirait un Québec souverain mais il ne se rendait pas compte que l'enfant dont il voulait accoucher, était étouffé à mort par le cordon ombilical que lui-même enserrait autour de son cou par ses associations multiples avec le Canada ; association ici, association là, association partout. Pour y voir encore plus clair, voici comment ce livre est présenté dans WIKIPÉDIA :

(http://fr.wikipedia.org/wiki/Option_Qu%C3%A9bec)

« Le manifeste de 6 000 mots prônait un Québec souverain à l'intérieur de la [confédération canadienne](#). C'est ce qu'on appelle maintenant la souveraineté-association, ou encore, l'« Option Lévesque ».

Mon intention première était de décrire la souveraineté-association comme un objectif de faible portée, une demi-mesure de souveraineté qui conservait intact le cordon ombilical avec le Canada. Or, la petite phrase de WIKIPÉDIA a des effets beaucoup plus dévastateurs pour cette option politique qui faisait du Québec **UN ÉTAT SOUVERAIN À L'INTÉRIEUR DE LA CONFÉDÉRATION CANADIENNE**. C'était, comme le disait Yvon Deschamps, un Québec libre dans un Canada uni ! Quiconque reconnaît la justesse de l'opinion précédente doit conclure que la souveraineté-association représentait la soumission la plus complète à l'ordre *canadian*. Une question cruciale s'impose derechef. En effet, est-il raisonnable de croire qu'un État, quel qu'il soit, puisse être souverain à l'intérieur d'une fédération, que ce soit la *canadian* ou tout autre ? Maurice Séguin répond ceci : « **Aucune nation qui se respecte n'accepte d'entrer dans une fédération.** » (NOTE no 3) Afin de mieux comprendre la pensée de Séguin, voici ce qu'indique la notice qui précise cette citation : « C'est ce que nous avons voulu démontrer dans une thèse de doctorat portant sur l'*Évolution des États du Québec et de l'Ontario entre 1867-1871*, Département d'histoire, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal, 1973, xii + 462 p. ».

Le mythe de la souveraineté qui entoure ce chef et qui perdure encore aujourd'hui est-il justifié ? René Lévesque était-il un indépendantiste ? Il est permis d'en douter. En effet, à la suite de la défaite référendaire de 1980, il a abandonné lamentablement le combat et s'est jeté pieds et mains liés, tel un esclave craintif et soumis, aux pieds de l'État fédéraliste *canadian* en privilégiant une nouvelle option qu'il désignait comme étant « **le beau risque** ». Un effondrement aussi pitoyable à la première difficulté venue indique que les convictions souverainistes du chef n'étaient pas ancrées bien profondément dans sa pensée politique. Ne sommes-nous pas alors en présence d'une pensée politique souverainiste superficielle, mal assimilée ou, ce qui n'en améliore pas les conséquences pour le Québec, celle d'un nationaliste fédéraliste ?

Ce « **beau risque** » était tellement à l'opposé de l'option de la souveraineté-association que plusieurs collègues courageux et déterminés, dont des ministres importants, ont démissionné promptement. Voilà pour le mythe !

PIERRE MARC JOHNSON



Chef du Parti québécois du 29 septembre 1985 au 10 novembre 1987.
Premier ministre du Québec du 3 octobre 1985 au 12 décembre 1985.

L'apôtre de l'affirmation nationale n'a pu résister longtemps à l'opposition des indépendantistes sincères et convaincus. Selon Lise Payette, « L'homme a toujours été flou. Difficile à saisir. Entretien volontairement un halo de mystère autour de sa personne. » (NOTE no 4)

La transparence ne constituait pas un élément de la personnalité de ce chef. Par conséquent, les membres du Parti et la population ne pouvaient absolument pas lui accorder leur confiance. En effet, peut-on vraiment croire que quelqu'un de perspicace puisse octroyer sa confiance à un homme dont la pensée et les actions constituent une antinomie de l'objectif de l'indépendance et qui plus est, dont la limpidité et l'honnêteté intellectuelle soulèvent le doute ?

Enfin, les péquistes et les indépendantistes peuvent se féliciter de ne pas lui avoir accordé leur confiance car P M Johnson n'était pas un indépendantiste. Un ancien collègue l'a confirmé (voir « [Remettre le Québec sur les rails de l'indépendance !](http://www.vigile.net/05-11/TL-6.html#8) »).

JACQUES PARIZEAU



Chef du Parti québécois du 18 mars 1988 au 27 janvier 1996.

Premier ministre du Québec du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996.

Logeant à la même enseigne que le René Lévesque de la Révolution tranquille, Jacques Parizeau y a contribué d'une manière indispensable ; pensons à la nationalisation de l'électricité, au Régime des rentes du Québec, à la Société générale de Financement, etc. Plus tard, il a occupé de 1976 à 1984 l'importante fonction de ministre des Finances sous René Lévesque. À la suite de la défaite référendaire de 1980 et à cause du choix de l'option du « **beau risque** » de son chef, il démissionna avec plusieurs de ses collègues.

Devenu chef à son tour en 1988, il perdit de justesse le référendum de 1995. Il annonça sa démission prématurément après avoir subi cette défaite. Cependant, Jacques Parizeau est le seul chef à avoir affirmé qu'il parlerait de souveraineté, avant, pendant et après l'élection. On peut affirmer sans craindre de se tromper, qu'il fut le seul chef vraiment indépendantiste.

LUCIEN BOUCHARD



Chef du Parti québécois du 27 janvier 1996 au 11 janvier 2001.

Premier ministre du Québec du 29 janvier 1996 au 8 mars 2001.

Chef accueilli triomphalement comme le sauveur du Parti et de la souveraineté, il s'enfuit honteusement. Ainsi, démontra-t-il, sans équivoque, son incapacité à se poser en chef de file de la souveraineté et à assumer la fonction de premier ministre d'un gouvernement souverainiste.

Transfuge du Parti conservateur, fondateur du Bloc québécois, ce chef hyperémotif et extrêmement vaniteux engagea, sous l'effet de l'émotion, des dépenses inappropriées. En effet, le problème qu'il voulait corriger à la côte des Éboulements tirait sa source dans l'absence de surveillance adéquate des transporteurs publics par le ministère des Transports (ou de la SAAQ) et non pas de la géométrie de cette satanée côte. Ne parlons pas de la mise à la retraite forcée de milliers d'infirmières ainsi que de dizaines de médecins dont notre système de santé ne s'est pas encore relevé aujourd'hui. De plus, ce premier ministre cessa dès qu'il accéda au pouvoir de parler de souveraineté, d'en faire la promotion, se contentant de gérer une province à la petite semaine. On a vu les résultats...

De plus, ce chef du Parti et de l'État a commis une action tout à fait déloyale envers le citoyen Yves Michaud. Cet hyperémotif est monté aux barricades précipitamment, sans analyse sérieuse préalable des paroles d'Yves Michaud. En effet, il a entraîné dans sa frénésie l'ensemble de l'Assemblée nationale en faisant adopter, le 14 décembre 2000, une motion honteuse pour tout citoyen partisan du droit de parole et du respect des personnes. Les libéraux ne demandaient pas tant ! Voici le texte de cette résolution :

« Que l'Assemblée nationale dénonce sans nuance, de façon claire et unanime, les propos inacceptables à l'égard des communautés ethniques et, en particulier, à l'égard de la communauté juive, tenus par Yves Michaud à l'occasion des audiences des états généraux sur le français à Montréal le 13 décembre 2000. »

Quelques mois plus tôt, il avait réagi d'une manière infantile, tel un adolescent susceptible et en déficit d'assurance, au pourcentage de 76 %, trop faible pour son ego hypertrophié, au vote de confiance du Conseil général du parti. Ces comportements insolites ne démontrent-ils pas que Lucien Bouchard est un homme dont les émotions obnubilent le jugement et le discernement ? On le savait d'ailleurs fort bien à Ottawa.

Apôtre incontesté du DÉFICIT **ZÉRO**, il n'engagea pas le combat de la souveraineté. Il se réfugia plutôt dans le confort du moindre effort soit, **L'ATTENTE DES CONDITIONS GAGNANTES**. Ne savons-nous pas que choisir une position d'attente n'est pas nécessairement une marque de dynamisme et de progrès ?

BERNARD LANDRY



Chef du Parti québécois du 2 mars 2001 au 6 juin 2005.
Premier ministre du Québec du 8 mars 2001 au 29 avril 2003.

Admirateur de René Lévesque et de Lucien Bouchard, ce chef puise une fierté évidente d'être un membre de la première heure du Parti. Comme preuve, il affirme détenir la carte de membre numéro 66 (nombre retenu de mémoire) pour prouver ses longs et méritoires états de service.

Comme son prédécesseur, il est habité par une certaine vanité et par une émotivité cependant moins éloquente que la sienne. Cet homme fier et sans doute orgueilleux n'a

pas résisté au vote de confiance considéré comme trop faible pour lui. Il a démissionné sur-le-champ, sans avoir la prudence de s'allouer quelques jours de réflexion. Pour certains il a paru un homme de décision. Or, pour un homme public qui occupe des fonctions de premier plan, prendre une décision cruciale sous le coup de l'émotion, sans réflexion approfondie, démontre une faille très importante dans sa personnalité, soit un certain manque de maturité. Selon Le Robert : « *Maturité de l'esprit* : sûreté de jugement qui s'acquiert d'ordinaire avec l'âge, l'expérience, l'habitude de la réflexion ». (NOTE no 5)

Ce chantre de l'Union confédérale *canadian* opta pour le modèle de l'Union européenne. Ce modèle devint son leitmotiv, pour ne pas dire son obsession. Cependant, plusieurs membres du Parti québécois refusèrent cette orientation et nous pouvons croire que cette lubie contribua à miner son autorité et à le conduire à la démission.

Maintenant qu'il est redevenu « simple » citoyen, le chef démissionnaire n'a pas changé radicalement. Il nage toujours dans les mêmes eaux troubles mais il ajoute certaines nuances à ses déclarations antérieures. À titre d'exemple, sa lettre publiée récemment :

« On ne peut pas copier l'Europe. Engagés dans une recherche trop poussée, nous avons, par le passé, mis de l'avant en toute bonne foi le modèle européen mais sans faire les réserves et les précisions qui auraient dû s'imposer.

[...] Bref, il y avait des dangers pédagogiques inhérents à l'utilisation sans réserve de l'exemple européen en raison de la difficulté de devoir trier à l'infini parmi les modalités applicables et celles qui ne le sont pas.

Sans compter que l'Union européenne et ses méandres sont en perpétuelle évolution et donc le point de référence n'est pas fixe, ce qui complique encore le débat. » (NOTE no 6)

Cela dit, ne trouvez-vous pas, Bernard Landry, qu'il est plutôt tard pour mettre en sourdine vos déclarations antérieures ? Vous, qui claironnez à tout vent votre fierté d'exercer la fonction de professeur d'université, se pourrait-il que le professeur ait embrassé une position avant d'avoir mûrement réfléchi ? Vos déclarations antérieures ne le prouvent-elles pas explicitement ? Et cette absence de réflexion préalable à un engagement important constitue une mauvaise note à votre dossier soit, réflexion insuffisante et jugement erroné.

N'oublions pas, que déjà au début de l'année 2001, sa collègue Pauline Marois affirmait que ses propos dépassaient sa pensée ! Pour se rafraîchir la mémoire au sujet des propos de Bernard Landry et de Pauline Marois, lire : « **Quel discours souverainiste adopter ?** » <http://www.vigile.net/01-1/pq-daviau.html> De plus, son insistance à parler des partenariats possibles avec le Canada nous ramène plus de 35 ans en arrière, soit à l'époque des multiples associations avec le Canada que proposait par René Lévesque dans son livre « Option Québec ».

ANDRÉ BOISCLAIR



Chef du Parti québécois depuis le 15 novembre 2005...

« Aucun Boisclair n'a accepté d'avoir un patron ». Prononcées en 2001, ces paroles du nouveau chef du PQ témoignent... » ». (NOTE no 7) Paroles de défi mais prétentieuses et qui ne rassurent personne.

Dans la vie concrète de tous les jours, aucun citoyen ne peut prétendre n'avoir aucun patron. Il existe de nombreux patrons qu'on ne peut imaginer. Voici quelques exemples : le professeur et la direction de l'établissement, le bénévole et ses bénéficiaires, sans compter sa propre organisation, le député et son parti, plus le chef du parti, le ministre et le premier ministre, le personnel politique et les électeurs, les gens d'affaires et les clients sans parler des actionnaires. Toute personne occupant une fonction dans la société maintient des relations avec un patron et est influencée par lui. Ne pas reconnaître ce fait relève de l'insouciance ou de la désinvolture.

Nous sommes donc tous soumis à la vigilance d'un quelconque patron et André Boisclair est aussi dépendant de la volonté de ses nombreux patrons ; les électeurs, son Parti, ses députés, etc.

Ce chef fera-t-il mieux que ses prédécesseurs ? Question des plus pertinentes pour tout indépendantiste sincère qui comprend les vrais enjeux auxquels est confrontée la nation québécoise et dont le cœur bat exclusivement pour l'avènement de l'indépendance nationale du Québec. La réponse à cette question sera révélatrice de la confiance à accorder ou non à ce chef.

André Boisclair ne s'engage qu'envers le programme du Parti, quel qu'en soit le contenu. Écoutons-le :

« Et j'ai salué pendant cette course l'à propos des décisions qui ont été prises à notre congrès de juin dernier. Ce soir, à toutes celles et ceux qui chercheraient à nous définir davantage à savoir si nous serions des lucides et si nous serions des solidaires, je dis que **C'EST AU BAS D'UN SEUL DOCUMENT QUE J'APPOSE MA SIGNATURE**, ce document, vous le connaissez bien, vous l'avez adopté, c'est le **PROGRAMME DU**

PARTI QUÉBÉCOIS, puis on peut en être fier. Ce programme dont je suis si fier, il représente la meilleure synthèse des intérêts économiques, sociaux et culturels du Québec. C'est avec ce programme en main que fièrement nous irons à la rencontre des Québécois et des Québécoises. » (NOTE no 8. Les caractères gras et en majuscules sont de nous.)

Le premier à monter au front pour critiquer ce programme, le seul qui ne pratique pas la politique de la langue de bois est Jacques Parizeau :

« Pendant toute la course, presque tous les candidats, exception notable de Louis Bernard, se sont prosternés devant le programme adopté au congrès de juin, en particulier le chapitre consacré au processus d'accession à la souveraineté. Et voilà que M. Parizeau affirme qu'il s'agit d'un programme rempli de « conneries », qui transpire « la peur, la frousse ». Si André Boisclair le trouvait si génial, c'est qu'il ne l'avait pas lu ! » (NOTE no 9)

Cependant, le nouveau chef renouvelle sa foi indéfectible dans le programme :
« Accepter que ce soit ce jeu de l'offre et de la demande qui dicte l'accès aux services publics, ce serait accepter d'aller là où nous conduit directement le déséquilibre fiscal. **C'EST POUR CETTE RAISON QUE NOUS FERONS LA SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC.** (NOTE no 10. Les caractères gras et en majuscules sont de nous.)

Issu d'un milieu humble, j'ai connu ce qu'était la misère des parents qui devaient reporter, faute d'argent, la visite médicale ou la nécessaire hospitalisation. Donc, je reconnais sans aucune restriction la nécessité de l'accès de tous à des services publics gratuits, dont les services de santé en premier lieu. Cependant, les raisons de faire l'indépendance nationale relèvent d'un autre ordre de préoccupations. **ANDRÉ BOISCLAIR DÉMONTRE SON IGNORANCE. AU MÊME TITRE QUE PRESQUE TOUS SES PRÉDÉCESSEURS, IL NE CONNAÎT PAS LES RAISONS QUI JUSTIFIENT L'IDÉE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE DU QUÉBEC.** En toute honnêteté, j'ai mis un bémol au sujet d'un seul chef, Jacques Parizeau.

La réponse à la question posée précédemment surgit tout naturellement. André Boisclair ne fera pas mieux que ses prédécesseurs. Par conséquent, les citoyens et les membres du Parti sont pleinement justifiés de ne pas lui accorder toute leur confiance.

Tous ces chefs successifs du Parti québécois partagent une même déficience fondamentale au sujet de l'idée de l'indépendance nationale. Cette déficience concerne leur manie atavique de vouloir sauvegarder à tout prix le cordon ombilical *canadian* qui étouffe le Québec jusqu'à l'inanition depuis la Conquête et qui se perpétue dans la Confédération *canadian*. Même Jacques Parizeau a dû plier en 1995 devant les injonctions du démagogue Lucien Bouchard si entiché de partenariat...

COMMENT expliquer que ces chefs, qu'on dit intelligents, n'ont rien compris après toutes ces années vécues dans l'annexion, la subordination, le remplacement et l'oppression essentielle ?

POURQUOI ne se rendent-ils pas compte, comme le disait Errol Bouchette concernant la routine de la société agricole : « Si on ne corrige pas la situation, ce sera une **deuxième conquête** qui cette fois, peut-être, **forgera à jamais nos chaînes.** » (NOTE no 11)

POURQUOI s'attardent-ils plus à tisser de multiples associations et partenariats avec la Canada que de comprendre ce qu'est l'indépendance nationale du Québec et à l'expliquer aux Québécoises et aux Québécois ?

LA RÉPONSE surgit, telle une source limpide, chez tous les indépendantistes conscients de la nécessité de la libération nationale. **CES CHEFS SONT TOUS DES EUNUQUES DE L'IDÉE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE DU QUÉBEC. DONC, TELS DES IGNARES, ILS SONT INCAPABLES DE CHOISIR L'OPTIQUE INDÉPENDANTISTE. IL FAUT DONC AFFIRMER AVEC FORCE, QU'À L'IMAGE DE LA MAJORITÉ DES QUÉBÉCOIS, ILS ONT UN BESOIN IMPÉRIEUX DE DÉPROGRAMMATION MENTALE.**

« **LE FÉDÉRALISME, LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 ET LES QUÉBÉCOIS. La déprogrammation mentale des Québécois-Français.** »
(<http://www.vigile.net/00-11/deshaies-35.html>)

RÔLE DU PARTI DANS LA PROPAGATION DE L'IDÉE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

À l'image de ses chefs, le Parti erre de chef en chef, d'une campagne électorale à l'autre et d'un espoir de victoire référendaire à l'autre. Triste constat pour tout citoyen qui comprend les conditions destructrices auxquelles est soumis le Québec conquis : annexion, subordination, remplacement et oppression essentielle. (NOTE no 12)

Cette errance permanente éloigne les Québécoises et les Québécois de l'adhésion à l'idée de l'indépendance nationale. En effet, ceux-ci perçoivent instinctivement que le Parti ne sait pas ce que comporte la justification de cette idée. **TRISTE, TRÈS TRISTE POUR LA LIBÉRATION DU QUÉBEC. RESTERONS-NOUS PARALYSÉS À TOUT JAMAIS DANS CE BAS NIVEAU DE COMPRÉHENSION DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE DU QUÉBEC ET DANS CE QU'IL FAUT POUR LA CONQUÉRIR ?**

Pierre Daviau (C.A. retraité)

Dernier article à paraître :

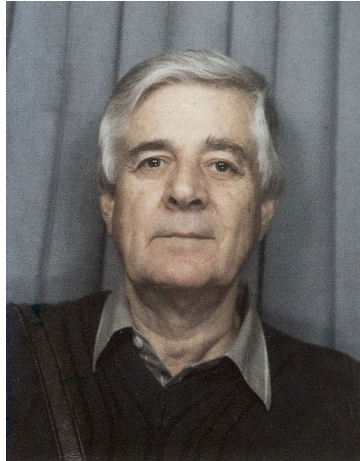
« **PROBLÈMES CHRONIQUES** : obsession des stratégies, syndrome de l'électorisme, MAIS surtout une très grande difficulté à se situer dans l'optique indépendantiste. »

NOTES :

- (1) Maurice Séguin, *Les Normes de Maurice Séguin*, Guérin 1999, p. 117, 118,119.
- (2) René Lévesque, *Option Québec*, Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1968, p. 38-42.
- (3) Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Guérin, Montréal, 1997, p. 409.
- (4) Lise Payette, « L'énigmatique Pierre Marc Johnson », *Dans Le Journal de Québec*, 28 novembre 2005, p.16.
- (5) LE GRAND ROBERT DE LA LANGUE FRANÇAISE, 2001, tome 4, p. 1270.
- (6) Bernard Landry, « ... le nouveau pays du Québec proposera au Canada une forme de partenariat... ». *Dans Le Soleil*, 3 décembre 2005, p. A 31.
- (7) Simon Boivin, « Aucun Boisclair n'a accepté d'avoir un patron. » *Dans Le Soleil*, 16 novembre 2005, p. A 4.
- (8) André Boisclair, « Discours d'introduction » prononcé le 15 novembre 2005, p. 3-4.
- (9) Michel David, « Du grand Monsieur. » *Dans Le Devoir*, 10-11 décembre 2005, p. B3.
- (10) *Ibid.*, « Discours d'introduction », p. 5.
- (11) Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Guérin, Montréal, 1997, p. 422.
- (12) Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Guérin, Montréal, 1997, p. 7, 9, 141, 142, 397 ainsi que *Les Normes de Maurice Séguin*, Guérin, Montréal, 1999, p. 171.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

PIERRE DAVIAU



« Mon cheminement vers l'indépendance »

Étudiant en administration, je m'intéressais à la politique et aux grandes questions sociales. Cependant, prévoyant travailler, un jour, dans la fonction publique, je pris la décision de ne pas m'impliquer dans la politique partisane. Puis, quelques années plus tard, je devins un employé de la fonction publique québécoise où j'ai accompli la plus grande partie de ma carrière professionnelle.

Dans toute décision il existe souvent un « mais », c'est-à-dire une ou des conditions. Ces conditions se modifiant, la réflexion s'engage et la décision peut changer. Ainsi, l'élément déclencheur de mon engagement dans la politique partisane fut l'Accord de Charlottetown de 1992. Étant moins naïf que par le passé, j'étais convaincu que seule l'indépendance permettrait à la nation québécoise de s'épanouir et que la victoire du référendum risquait de retarder l'avènement de l'indépendance nationale du Québec. C'est pourquoi je suis devenu membre du Parti québécois en 1992 et j'y ai travaillé, à titre de bénévole, pour le rejet de l'Accord de Charlottetown. »

Quelque temps plus tard, le président du Parti québécois du comté de Vanier m'invitait à devenir membre de l'exécutif et à occuper la fonction de trésorier du Parti dans le comté. J'ai exercé ces fonctions durant trois années consécutives. J'ai démissionné à la fin de mon mandat, en novembre 1997. Quelques années plus tard on m'a demandé de remplacer la trésorière démissionnaire pour le reste de son mandat. Par la suite, je n'ai pas accepté de m'impliquer dans l'Exécutif.

En 1993, j'ai adhéré au Bloc québécois. En effet, je considérais ce parti comme le compagnon inséparable du Parti québécois. De plus, j'y voyais une possibilité de réduire le nombre de députés fédéralistes au Québec.

Durant ces années, j'ai effectué plusieurs tâches au Parti québécois : pointage, renouvellement des adhésions, financement, etc. J'ai surtout compris qu'une association de comté était utilisée seulement pour assurer le financement annuel et durant les campagnes électorales, donc pour renouveler ou augmenter les adhésions, organiser la campagne électorale dans le comté. Jamais, au grand jamais l'association de comté ne sert à promouvoir l'idée de l'indépendance. Cette absence de travail quotidien du Parti pour répandre l'idée de l'indépendance nationale a semé en moi le germe du doute et a créé une très grande déception. D'ailleurs, existe-t-il un débat réel au sujet de l'idée de l'indépendance nationale au sein du Parti québécois et du Bloc ? Ces deux formations investissent-elles dans l'éducation à l'indépendance nationale ? En ce qui me concerne, ces partis parlent de l'indépendance sans conviction et en période référendaire seulement. Il ne faut pas craindre de dire aussi qu'ils en parlent erronément et mélangent la population avec leurs idées d'association, de partenariat, de re-confédération, d'union confédérale et tutti quanti !

Aujourd'hui, je suis moins naïf politiquement quant à l'idée de l'indépendance nationale du Québec. Comment expliquer cette évolution ? Un événement tout à fait transparent a eu lieu; une rencontre fondamentale dans ma vie de citoyen a changé ma compréhension de l'indépendance nationale. Cette personne, ancien étudiant de Maurice Séguin et historien émérite, se nomme Bruno Deshaies. Monsieur Deshaies m'a fait connaître Maurice Séguin et deux de ses écrits qui sont tout à fait indispensables au Québec, soit, *Histoire de deux nationalismes au Canada* (1) et *Les Normes* (2).

La lecture attentive de ces deux ouvrages, complétée par de nombreuses discussions avec Bruno Deshaies, ses cours d'histoire et la lecture de ses chroniques hebdomadaires sur le site Internet Vigile.net m'ont enseigné ce que signifiait l'indépendance nationale. J'ai aussi appris à reconnaître un véritable discours indépendantiste par rapport aux discours lénifiants des nationalistes-fédéralistes. Enfin, j'ai délaissé les discours du Parti québécois et du Bloc québécois et j'ai opté pour **L'OPTIQUE INDÉPENDANTISTE**. Maintenant je livre mon combat **SUR** le régime et jamais **DANS** le régime. Maurice Séguin a posé la question fondamentale chez tout indépendantiste. Cette question n'est pas le **COMMENT EST-ON GOUVERNÉ ?** que pose quelqu'un qui pense **DANS** le régime, mais plutôt **QUI GOUVERNE ?** qui porte **SUR** le régime que pose quelqu'un qui a choisi **L'OPTIQUE INDÉPENDANTISTE**.

À présent, j'investis mon temps dans **L'ÉDUCATION À L'INDÉPENDANCE NATIONALE DU QUÉBEC**. De plus, mon intérêt pour la politique et l'idée de l'indépendance nationale m'amènent à écrire sur ces questions.

Voici les titres et les liens de ces textes :

Quel discours souverainiste adopter ? (Tribune libre, 6 février 2001)

<http://www.vigile.net/archives/01-1/pq-daviau.html>

Quand le Canada des *Canadians* dit non, c'est non ! (Tribune libre, 1er mai 2002)

<http://www.vigile.net/archives/ds-federation/docs/02-5-1-daviau-1982.html>

Les forgerons de l'indépendance (Tribune libre, 13 mai 2002)

<http://www.vigile.net/archives/ds-souv/docs3/02-5-13-daviau-qf.html>

Quelle désespérance ! (Tribune libre, 16 décembre 2002)

<http://www.vigile.net/archives/ds-souv/docs4/02-12-16-daviau-point.html>

La souveraineté peut-elle se vivre dans la dépendance ? (Tribune libre, 1er février 2003) <http://www.vigile.net/archives/ds-TL/docs3/03-2-1-daviau.html>

« Les nations ne peuvent pas être prospères sans dépendre l'une de l'autre. » Examinons le sens des mots pour mieux comprendre où se situe la pauvreté du langage et du vocabulaire de monsieur Landry.

Remettre le Québec sur les rails de l'indépendance ! Pourquoi ? Comment ?

(Tribune libre, 21 novembre 2005) <http://www.vigile.net/05-11/TL-6.html#8>

La course à la chefferie du PQ terminée, avec le résultat que l'on sait et avec la poussière à peine retombée, nous pouvons déjà affirmer qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Le nouveau chef élu semble utiliser le discours traditionnel des nationalistes-souverainistes, soit la lutte **DANS** le régime. Il ne suffit plus de reprendre les attaques contre le régime.

AUSSI :

VIGILE.NET : [Index des auteurs : Pierre Daviau.](#)

<http://www.vigile.net/archives/auteurs/d/daviaup.html>

(1) Guérin, Montréal, 1997.

(2) Guérin, Montréal, 1999.